



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
9 novembre 2018

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

CONTRE LA VIE CHÈRE, IL FAUT AUGMENTER LES SALAIRES

Depuis plusieurs semaines, des appels se sont multipliés sur les réseaux sociaux pour bloquer routes et ronds-points le 17 novembre. Si cette initiative contre la hausse des taxes sur le carburant trouve un tel écho, c'est pour de bonnes raisons : le gouvernement et le patronat sont à l'offensive pour faire les poches aux travailleurs. Pour ne pas se laisser appauvrir, sans faire le jeu des patrons ou de l'extrême droite, il faut contre-attaquer !

La colère est légitime

Oui, il y a toutes les raisons de se révolter aujourd'hui. Contre les bas salaires qui n'augmentent pas depuis des années alors que l'inflation repart à la hausse ; contre les petites pensions grevées par la hausse de la CSG ; contre les allocations qui stagnent voire baissent, comme les APL ; contre les loyers élevés ; contre les taxes qui s'accumulent sur le dos des travailleurs et qui finissent en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

Le prix du carburant pèse surtout sur les budgets des ménages. Quand on sait que la TVA et autres taxes représentent 60 % de la facture, il y a autant de raisons de s'en prendre au gouvernement qu'aux entreprises du secteur pétrolier qui font des profits record avec la hausse du prix du baril.

L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Comment le gouvernement justifie-t-il cette augmentation ? L'urgence écologique, dit-il ! La hausse des prix est censée encourager les solutions alternatives à la voiture individuelle, et les taxes devraient financer la transition énergétique. C'est le comble de l'hypocrisie. Car quelles sont les alternatives à la voiture quand on vit en zone rurale, quand il y a peu de transports en commun ou que les infrastructures délabrées rendent chaque trajet aléatoire ? Est-ce en taxant les pauvres qu'on va améliorer le réseau de transports collectifs ? Au contraire : le gouvernement (et ses cars Macron) privilégie la route au ferroviaire qui souffre de sous-investissement.

Les hausses continues des taxes sur les carburants ne sont pas un geste pour la planète mais servent à colmater le budget de l'État amoindri par les cadeaux au patronat. Au bout du compte, ces hausses finissent par enrichir les capitalistes subventionnés et exonérés.

Alors oui, il faut préserver l'environnement, mais en s'en prenant aux vrais responsables : les entre-

prises qui polluent, les patrons de l'automobile qui truquent les tests anti-pollution, et l'État qui devrait garantir des transports gratuits. Ce n'est pas aux travailleurs de rogner sur leurs salaires.

Sur qui compter pour riposter ?

Aujourd'hui, c'est le patronat du transport qui est à la manœuvre pour faire pression sur le gouvernement en menaçant de bloquer les routes un samedi. Certains patrons bénéficient déjà d'exonérations de taxes sur les carburants. Ils savent faire entendre leurs intérêts propres, bien loin de ceux des salariés.

Du côté des centrales syndicales et de la gauche, on dénonce à juste titre l'instrumentalisation par l'extrême droite de ces appels à bloquer, mais on ne propose pas grand-chose pour contrer les attaques qui se succèdent. C'est pourtant cette passivité qui ouvre un boulevard à Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont en embuscade pour faire du 17 novembre une opération anti-Macron dans la perspective des prochaines élections. Mais eux ne parlent pas de nos salaires. Ils critiquent seulement les taxes et disent vouloir davantage d'exonérations pour les patrons. Leur démagogie n'a rien à voir avec les intérêts du monde du travail.

Passer à l'offensive

Depuis longtemps les travailleurs sont sur la défensive. Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Il est urgent que nous prenions l'initiative avec nos propres revendications : augmentation générale des salaires et des pensions, et indexation des salaires sur les prix (dont celui du carburant). Sans croire au miracle de la « baisse des cotisations », qui grève les budgets des comptes sociaux et que les milieux populaires finissent donc par payer. C'est par une mobilisation massive et déterminée que nous ferons reculer le patronat et le gouvernement à son service.

Ça bouge...

L'usine Faurecia de Rennes fabrique ses sièges pour PSA La Janais. Le 1^{er} novembre dernier, 30 % des 240 salariés ont débrayé pour protester contre l'obligation de travailler ce jour férié.

Mardi 30 octobre, à l'usine PSA de Sevelnord, une vingtaine de travailleurs de peinture, embauchés et intérimaires, ont débrayé pour réclamer une prime et une augmentation d'effectifs.

Au secteur Habillage Portes du Montage PSA Poissy, la semaine dernière, plusieurs débrayages suivis par plusieurs dizaines de salariés embauchés comme intérimaires ont eu lieu pour réclamer des postes supplémentaires et une baisse de la vitesse de ligne.

Que ce soit chez les sous-traitants, équipementiers ou sur les autres sites du groupe, les problèmes et les revendications sont les mêmes. La lutte doit l'être aussi.

Grève = – de H+

Pour novembre et décembre, la direction de PSA-Poissy avait programmé plein de samedis et de dimanches travaillés, et des H+ en semaine. Suite aux grèves de l'Habillage Portes, elle a déprogrammé les H+ en semaine de novembre, et les samedi 10 et dimanche 11.

Cela donne une idée de ce qu'on pourrait obtenir en s'y mettant tous ensemble...

Y a pas de petits profits

À PSA-Mulhouse, un exercice anti-incendie a eu lieu le 26 octobre dernier. Cela n'était pas arrivé depuis un petit moment. Mais il est vrai que ce jour-là, il manquait des pièces...

Les patrons nous proposent la peste ou le choléra

Sous prétexte d'une nouvelle réduction des émissions des véhicules votée par l'Union Européenne, les patrons de l'automobile (PSA en tête) menacent de supprimer encore des dizaines de milliers d'emplois. Le groupe PSA n'a pas eu besoin de l'Europe pour supprimer plus de 25 000 emplois en près de 10 ans, et il n'était pas le dernier à faire truander les tests aux normes écologiques dans ses centres techniques.

Les seules raisons des suppressions de postes, ce sont les profits ! Si nous, travailleurs, dirigeons la société, nous fabriquerions des véhicules adaptés, sans mettre des milliers d'ouvriers à la porte.

Mais si on fait confiance à nos patrons en matière de production ou d'écologie, on crèvera bientôt tous de la surcharge, du chômage ou de la pollution.

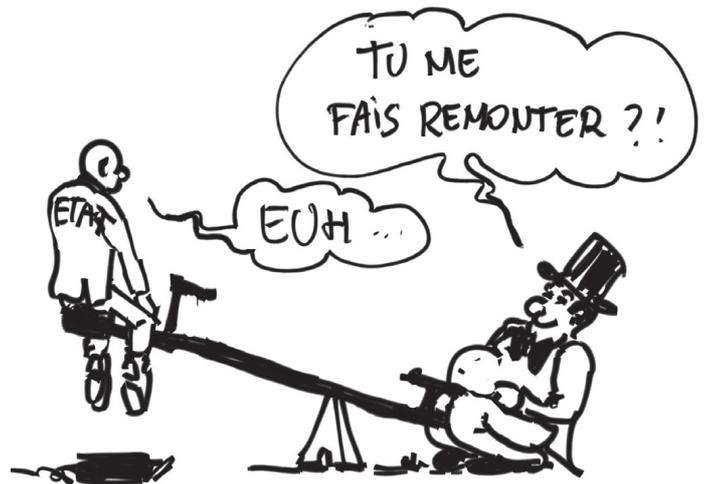
Leur seule limite, c'est celle que nous leur imposerons

L'entreprise automobile américaine Tesla est spécialisée dans les voitures électriques dernier cri. Son patron s'est vanté d'avoir poussé ses salariés à faire des « semaines de cent heures » ! Il estime que la survie de son entreprise est à ce prix. Mais pour que les salariés survivent, il faudra peut-être qu'ils débranchent leur patron...

Et c'est qui les assistés ?

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) avait été offert par Hollande aux entreprises en 2013 sous prétexte de création d'un million d'emplois. 5 ans et **111,6 milliards d'euros** d'exonérations plus tard, l'effet est quasi nul. Ce « pognon de dingue » est passé dans les dividendes des actionnaires.

C'est pourquoi, en janvier 2019, le CICE sera... pérennisé sous forme de baisse permanente des cotisations sociales du patronat !



Pile ils gagnent, face ils... gagnent

En 2017, les PDG du CAC 40 ont en moyenne touché plus de 5 millions d'euros, soit +14 %. Le record est pour Bernard Charlès (Dassault Systèmes) avec 24,6 millions d'euros. Or, le CAC 40 a chuté la semaine dernière à la Bourse de Paris et Dassault a encore raté une vente de son Rafale.

Quand les affaires vont, ils se goinfrent ; quand elles ne vont pas, ils se goinfrent quand même. Normal : c'est notre travail qui les paie.

Il y a 100 ans...

Macron commémore ces jours-ci la fin de la 1^{ère} boucherie mondiale, le 11 novembre 1918. Mais il se garde bien de rappeler que ce qui a précipité l'armistice est l'éclatement d'une **révolution ouvrière en Allemagne**, il y a 100 ans aujourd'hui, le 9 novembre.